

# BILAN ET PERSPECTIVES DE LA LUTTE CONTRE BOKO HARAM

Pierre d'Esping\*

\*Chercheur, spécialiste  
de l'Afrique

Tandis que le Nigeria, pays le plus peuplé d'Afrique, s'apprête à élire son prochain président, le pays traverse une crise sécuritaire d'une ampleur inédite. Les violences perpétrées par le groupe *Jama'atu Ahlis Sunna Lidda'Awati Wal-Jihad*, plus connu sous le nom de *Boko Haram*, ont conduit les autorités nigérianes à repousser la tenue des scrutins de 6 semaines afin d'entamer une campagne militaire de grande envergure. Les élections générales auront ainsi lieu le 28 mars – présidentielle et législatives – et les élections gubernorales se dérouleront le 11 avril.

La vaste campagne militaire des forces armées nigérianes, soutenues par le Tchad, le Niger, le Cameroun et le Bénin a permis d'obtenir des résultats significatifs. C'est dans ce contexte que *Boko Haram* annonça le 7 mars, dans un communiqué audio, son *bay'at* à l'organisation État islamique. L'écho de ce *bay'at* a pris, comme l'espérait ses auteurs, une dimension mondiale, et semble s'inscrire dans une stratégie de *jihad* global – *a fortiori*, maintenant que les jihadistes évoquent la « province d'Afrique de l'Ouest »<sup>1</sup> pour évoquer le Nigeria.

Cependant la lutte contre *Boko Haram* devrait continuer à l'inscrire dans l'espace géographique que nous lui avons toujours connu et son agenda politique devrait s'inscrire dans la continuité des actions menées jusqu'à aujourd'hui.

---

1. Ryan Cummings, *Boko Haram's Pledge to ISIS : public relations or reality?* Global Observatory - International Peace Institute

Orion, Observatoire de la défense de la Fondation Jean-Jaurès, est un laboratoire d'analyse et de propositions dans les domaines de la réflexion stratégique, de la gestion des crises internationales et de paix, et en matière de politique militaire et d'armement. Présidé par Louis Gautier, il réunit des responsables politiques, des fonctionnaires civils et militaires, des universitaires et des experts.

## L'allégeance de Boko Haram à l'organisation État islamique : entre incompréhension sémantique et effets significatifs.

Plus que le symbole, largement relayé par la presse internationale, du ralliement à l'organisation État islamique, le vocabulaire employé par Abubakar Shekau, chef de *Boko Haram*, mérite une attention spécifique car la traduction d'allégeance en langue française est largement galvaudée<sup>2</sup>. En langue française, le terme de *bay'at* se traduit par « allégeance », laquelle peut se définir comme « une manifestation de soutien » ou « une soumission envers quelqu'un ». Dès lors, c'est sans surprise que la presse internationale s'est empressée de faire de la région du lac Tchad une nouvelle zone d'action du *jihad* mondial laissant croire à tort qu'une coordination internationale de l'organisation État islamique serait à l'œuvre. En réalité, nous assistons davantage à des ralliements de groupes jihadistes ayant chacun leurs propres agendas politiques et qui trouvent en l'organisation de l'État islamique un nouveau levier d'influence, de recrutement et d'équipements.

La langue française manque de vocabulaire pour traduire le terme de *bay'at* mais celui-ci doit se comprendre d'avantage comme un accord, une entente entre deux parties<sup>3</sup>. Ce *bay'at* fait suite à, vraisemblablement, plusieurs mois de tractations entre les deux groupes jihadistes<sup>4</sup>. Une inflexion significative est perceptible depuis fin octobre 2014 lorsque les techniques de propagande du groupe jihadiste ont fait un bond en avant fulgurant<sup>5</sup>. La professionnalisation des techniques de propagande (création d'une société de production de contenus vidéo) s'est accompagnée de l'accaparement de symboles (dont le *rayat al-uqab*, la bannière de l'organisation de l'État islamique – déjà utilisée ponctuellement depuis juillet 2014 – mais également de chants religieux de l'organisation – « *nasheed* ») et de mises en scène (vidéos de décapitations dès le 10 novembre) très proches de l'organisation Abou Bakr Al-Baghdadi. Enfin, dans les numéros 4 et 5 de la revue « officielle » publiée en ligne par l'organisation de l'État islamique, les actions de *Boko Haram* sont non seulement citées mais également saluées par les jihadistes de l'organisation de l'État islamique<sup>6</sup>. Cette reconnaissance mutuelle, grandissante de ces derniers mois, à mesure que la propagande de *Boko Haram* était enrichie des références religieuses précises et encadrant leurs actions terroristes en tentant, par la même occasion, de les légitimer<sup>7</sup>, a finalement conduit Abubakar Shekau à reconnaître la prééminence du calife Abou Bakr Al-Baghdadi.

---

2. Ella Landau-Tasseron, *The Religious Foundations of Political Allegiance: A Study of Bay'a in Pre-modern Islam in Research Monographs on the Muslim World* Series No 2, Paper No 4, May, 2010 Hudson Institute

3. Ibid

4. Jacob Zenn, *Boko Haram, Islamic state and the Archipelago strategy* in *Terrorism Monitor*, volume XII, Issue 24, December 19, 2014, Jamestown Foundation

5. Ibid

6. Ryan Cummings, *Boko Haram's Pledge to ISIS : public relations or reality?* Global Observatory - International Peace Institute

7. Ibid

Deux interprétations peuvent être faites du *bay'at* de *Boko Haram* envers Abou Bakr Al-Baghdadi. Il est envisageable de supposer qu'il est le fruit d'un long travail de négociations entre les deux organisations terroristes afin d'octroyer le label « État islamique » au groupe jihadiste nigérian comme en témoigne les évolutions récentes du groupe. L'autre interprétation suppose que ce *bay'at* puisse être une réponse opportuniste des deux groupes au moment où l'organisation État islamique subit des défaites militaires significatives en Irak et que *Boko Haram* se voit mis sous pression par les États de la région du lac Tchad.

Cependant, le *bay'at* ne devrait pas constituer un *game changer* significatif dans la lutte contre *Boko Haram*. L'agenda du groupe jihadiste a toujours été local<sup>8</sup> : rejet de la démocratie nigériane, rejet des autorités centrales issues de la décolonisation, application de la *shari'a* de manière rigoriste et création d'un califat viable inspiré du califat de Sokoto. Le choix de Shekau de formaliser des liens entre *Boko Haram* et l'organisation État islamique pourrait néanmoins conduire le groupe jihadiste à frapper de nouvelles cibles jusqu'alors épargnées. Les populations occidentales, cibles de rapt et de rançonnages, pourraient devenir la cible d'attaques terroristes dans les pays de la région (Nigeria, Cameroun, Niger, Tchad).

## La perturbation des élections : un objectif stratégique pour Boko Haram.

Si le rejet de la démocratie et des institutions nigérianes font figures de légitimation de toutes les violences perpétrées par le groupe jihadiste bien avant 2009, la perturbation des prochaines élections générales puis de l'élection des gouverneurs est un objectif stratégique de *Boko Haram*. Cette stratégie est toutefois confrontée à des dynamiques militaire<sup>9</sup> et médiatique défavorables.

L'avancée militaire des forces armées tchadiennes en intervention au Cameroun pour sécuriser l'axe routier stratégique entre Maiduguri et N'Djamena – vecteur principal de la respiration économique de la capitale tchadienne –, la pression militaire exercée par les forces armées tchadiennes en intervention au Niger et au Nigeria sur la frontière nigéro-nigériane, la percée des forces armées nigérianes dans l'état du Borno ayant conduit à la reconquête de la ville martyre de Baga et enfin la percée nigériane dans l'Adamawa laissant espérer la reprise de Gwoza – capitale du califat instauré par *Boko Haram* – avant le jour des élections générales constituerait une défaite militaire majeure pour les jihadistes.

---

8. John Azumah, *Boko Haram in retrospect* in Islam and Christian – Muslim relations, volume 26, Issue 1, 2015.

9. La reconquête a été engagée par le gouvernement nigérian suite au report des élections générales mi-février 2015. Il est cependant indispensable de souligner que cette reconquête n'aurait pas été possible sans l'intervention de nombreux mercenaires Sud-Africains et de l'ex-URSS, ni sans l'acquisition des nouveaux armements (notamment MRAP Reva Sud-africain, drones CH-3 chinois et au moins un hélicoptère type Gazelle) dont les photos ont été reprises par les réseaux sociaux.

Parallèlement à la reconquête, la presse nigériane – probablement encouragée par les autorités locales – annonce l'écrasement prochain de *Boko Haram* et invite par la même occasion les déplacés (près de 1,5 million de personnes rien qu'au Nigeria) à retourner chez eux en prévision des prochaines élections. L'image de *Boko Haram* s'est rapidement dégradée depuis mi-février. Les jihadistes et leurs auxiliaires recrutés de force dans les populations locales ont longuement été considérés comme invincibles par les forces armées nigérianes ; ce n'est désormais plus le cas. Le *bay'at* de Shekau, qu'il ait été négocié de longue date ou qu'il fut le fruit d'un opportunisme, reste manifestement une tentative de reprendre l'initiative tactique et doit être analysé comme une preuve de faiblesse.

L'incapacité des combattants de *Boko Haram* à remporter des combats symétriques face aux armées engagées (Nigeria et Tchad) a poussé l'organisation jihadiste à revenir à un mode d'action asymétrique plus traditionnel. Les attentats perpétrés par *Boko Haram* contre les gares routières, contre les marchés et plus généralement contre toutes les représentations des autorités – en ayant recours ponctuellement à des femmes et des enfants kamikazes – traduit la volonté du groupe jihadiste d'entretenir l'insécurité dans le Nord-Est du pays afin de limiter les retours de réfugiés. En effet, les Nigériens sont obligés de voter dans leur localité d'appartenance malgré l'état de guerre. La tenue des élections et les taux de participation dans les États du Nord-Est (Borno, Yobe et Adamawa) seront particulièrement scrutés par les états-majors des deux favoris du prochain scrutin présidentiel (Muhammadu Buhari et Goodluck Jonathan) car le système électoral nigérian impose que le vainqueur ait reçu la majorité des voix au niveau fédéral et qu'il obtienne au moins 25 % des suffrages exprimés dans deux tiers des États (soit 25 sur 37 États). Par ailleurs, si le nombre d'abstentionnistes (aux niveaux de la fédération et des états) est supérieur à l'écart de voix entre les deux candidats, il semble inévitable que des recours soient introduits par les perdants. Un tel scénario serait de nature à générer une paralysie de l'appareil politique nigérian dont la durée ne peut pas être évaluée. De plus, le flou sur la réélection de Goodluck Jonathan, l'engagement de recours en justice par un ou plusieurs candidats, l'émergence inévitable de violences politiques pourraient conduire à la paralysie de l'appareil militaire nigérian.

En s'attaquant au processus électoral, l'organisation jihadiste, si elle parvient à ses fins, pourrait reprendre l'initiative tactique.

## **L'évaluation de la menace face à la conjonction de facteurs endogènes et exogènes.**

*Boko Haram* exerce une emprise territoriale significative localisée dans le Nord-Est du Nigeria – malgré la libération de nombreuses localités – mais la zone d'action du groupe est potentiellement nettement plus large. Bénéficiant de réseaux reposant sur la continuité de l'espace ethnique Kanouri dans tous les états du bassin du lac Tchad mais également de réseaux plus ou moins structurés de sympathisants à leur cause ou à leur idéologie et

d'opportunistes (criminels, voleurs, etc.), il ne peut être exclu que *Boko Haram* dispose de cellules dans des localités de la sous-région<sup>10</sup>. En outre, le groupe a, par le passé, déjà démontré sa capacité à mettre en œuvre des attaques importantes contre des cibles très éloignées des zones où le groupe jihadiste exerce une emprise territoriale.

Cette capacité prouvée de *Boko Haram* à frapper en profondeur au Nigeria pourrait entrer en résonance avec plusieurs facteurs exogènes : les violences politiques pré et post-électorales, les instrumentalisation politiques des violences, la perte d'initiative des forces armées nigérianes, l'apparition d'un cygne noir dans la sous-région, l'ouverture d'un nouveau front militaire et évidemment le *bay'at* de l'organisation à Abou Bakr Al-Baghdadi (qui pourrait impliquer le fait de donner des gages au Calife)<sup>11</sup>.

La capacité de nuisance de *Boko Haram* contre nos ressortissants est inversement proportionnelle à la stabilité des États de la région. Trois *scenarii* (idéal – inquiétant – catastrophique) peuvent toutefois être envisagés :

- scénario idéal : les élections au Nigeria, bien qu'entachées de fraudes et de violences (pour lesquelles *Boko Haram* aura une responsabilité), se déroulent bien, le Nord-Est du pays parvient à voter malgré la persistance des menaces sécuritaires, la continuité de l'État nigérian est assurée et la coordination avec les États engagés dans la lutte contre *Boko Haram* se poursuit. Dans ce scénario, les risques encourus par la communauté française ne seraient pas plus importants qu'à l'accoutumé.
- Scénario inquiétant : les élections au Nigeria sont sources de contestations politiques, des violences éclatent dans différentes parties du pays suivant des agendas politiques spécifiques (supporters du candidat vaincu, groupe(s) ethnique(s) ou religieux se considérant comme exclu(s), piraterie dans le delta du Niger, réapparition de la rébellion armée dans le delta du Niger, financement politique de groupes armés, etc.), des attentat(s) d'envergure pourraient être perpétrés par *Boko Haram* et/ou *Ansaru* (autre groupe jihadiste nigérian). Cependant, l'appareil militaire nigérian parvient à tenir le pays, permet la continuité de l'État et maintient la pression sur *Boko Haram* mais les ressortissants Français et nos intérêts dans le pays seraient temporairement très exposés.
- Scénario catastrophique : le contexte initial serait le même que dans le scénario précédent mais un ou plusieurs facteurs exogènes viendraient compliquer la donne : le lancement d'une opération militaire terrestre dans le Sud de la Libye (simple exemple) dans laquelle le Tchad et le Niger seraient obligatoirement impliqués conduisant irrémédiablement les appareils sécuritaires des deux pays à une surchauffe, la disparition ou l'incapacité d'exercer le pouvoir d'un

---

10. Les attaques de *Boko Haram* contre les forces nigériennes et tchadiennes au Niger mais également contre des localités au Tchad confirment – *a minima* – les infiltrations du groupe jihadiste.

11. Ella Landau-Tasseron, *The Religious Foundations of Political Allegiance: A Study of Bay'a in Pre-modern Islam in Research Monographs on the Muslim World Series No 2, Paper No 4, May, 2010 Hudson Institute*

dirigeant politique ouvrant une période d'instabilité politique et d'incertitude pour les armées. Dans ce dernier scénario d'instabilité, il ne peut être exclu que *Boko Haram* puisse frapper, y compris des Français, loin au Sud du Nigeria mais également dans les pays voisins (Niger et Tchad). Face à une situation sécuritaire extrêmement dégradée, la mise en œuvre d'un plan d'évacuation des Occidentaux devrait être envisagée. Les armées françaises, qui jusqu'à présent mènent une intelligente posture de *leading from behind* (leadership « en retrait »), seraient probablement contraintes d'y prendre leur part malgré les immenses défis opérationnels que cela implique.

## Conclusion

En formulant son *bay'at* à l'organisation de l'État islamique, le groupe jihadiste *Boko Haram* a ouvertement signifié qu'il était affaibli par la campagne militaire en cours. Cependant, la tenue des élections générales et gouvernementales dans les jours à venir risque d'immobiliser la classe politique nigériane mais aussi, possiblement, les armées.

En outre, la fluidité tactique de *Boko Haram* doit nous imposer un état de vigilance extrême à l'approche de cette période charnière pour le Nigeria. Tous les ingrédients sont présents pour que le pays plonge dans une spirale de violence politique, ethnique et religieuse. Dans un tel scénario, *Boko Haram* reprendra un avantage tactique de manière très rapide et pourrait engendrer une nouvelle faillite de l'appareil sécuritaire nigérian.

Enfin, bien que ce ne soit pas l'objet ici, il est indispensable de rappeler que la gestion du problème *Boko Haram* ne peut être exclusivement militaire. L'Islam radical est profondément ancrée dans la culture locale et ce depuis le XIXe siècle. L'exaspération des populations locales face à des élites corrompues, le chômage endémique, l'absence de développement dans le pays le plus riche du continent, la multiplication des exactions des forces armées nigérianes à l'encontre des populations civiles sont autant de facteurs qui vont durablement éloigner les populations des autorités.

AVERTISSEMENT : La mission de la Fondation Jean-Jaurès est de faire vivre le débat public et de concourir ainsi à la rénovation de la pensée socialiste. Elle publie donc les analyses et les propositions dont l'intérêt du thème, l'originalité de la problématique ou la qualité de l'argumentation contribuent à atteindre cet objectif, sans pour autant nécessairement reprendre à son compte chacune d'entre elles.